

Secrétariat général

Direction de la coordination  
des politiques interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Ref : DCPI-BICPE/ TD

**Arrêté préfectoral abrogeant la mise en demeure du 19 février 2015 à l'encontre de la  
société LOGISTIQUE DUNKERQUE pour son établissement situé à LOON-PLAGE.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant délégation de signature à M. Nicolas VENTRE, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 autorisant la Société MAERKST ENTREPOT à exploiter une plateforme logistique route des caraïbes- Port Rapide Ouest à LOON-PLAGE (59279) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2015 mettant en demeure la société LOGISTIQUE DUNKERQUE de respecter les dispositions de l'article 14.10 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 pour son site de LOON-PLAGE ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 16 avril 2008 au profit de la SAS MGF LOGISTIQUE ;

Vu la déclaration de changement d'exploitation du 11 avril 2011 de la SCI REDSTONE INVEST C faisant connaître qu'elle succède à la société MGF LOGISTIQUE NORD pour l'exploitation d'entrepôts situés route des Caraïbes à LOON-PLAGE (59279) ;

Vu la déclaration de changement d'exploitation du 8 novembre 2019 de la LOGISTIQUE DUNKERQUE faisant connaître qu'elle succède à la société SCI REDSTONE INVEST C pour l'exploitation d'entrepôts situés route des Caraïbes à LOON-PLAGE (59279) ;

Vu les visites d'inspection des 28 août 2020 et 2 octobre 2020 ;

Vu le rapport d'inspection du 9 février 2021 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que l'exploitant a respecté les prescriptions de la mise en demeure du 19 février 2015 ;

Considérant par conséquent la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 février 2015 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 février 2015 à l'encontre de la société LOGISTIQUE DUNKERQUE pour son établissement situé sur la commune de LOON-PLAGE, sont abrogées.

### **Article 2 – Délais et voies de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 – Décision et notification**

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le maire de LOON-PLAGE,
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LOON-PLAGE, et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de LOON-PLAGE, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2021>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **30 MARS 2021**

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général adjoint



Nicolas VENTRE